

Cette collaboration peut prendre la forme d'une aide technique et économique. Plusieurs ici sont au courant du Programme de Colombo pour la mise en valeur commune des ressources économiques du Sud et du Sud-Est de l'Asie. Ce rapport de grande envergure et à mon sens fort solide, qui à la suite des travaux de la commission consultative du Commonwealth a été publié en novembre dernier, indique quelle aide pratique l'Occident peut offrir aux pays libres de l'Asie. On a là-bas un impérieux besoin de capitaux, pour la mise en valeur économique, et d'aide technique. Le Canada, qui porte un fardeau nouveau par suite de son programme de défense, ne saurait fournir de façon abondante ni capitaux ni aide technique sans s'imposer de grands sacrifices.

Solidarité de nos alliés

... Dans l'étude de ces problèmes asiatiques, on court parfois le risque de divergences de vues avec des alliés sûrs et dignes de confiance. Cela m'amène à une autre considération d'importance capitale que nous ne devons jamais perdre de vue: la nécessité de demeurer solidaires de nos amis de l'Ouest et, par-dessus tout, de préserver l'unité de but et d'action des États-Unis et du Canada au sein du Commonwealth des nations.

Ces derniers mois, nous avons parfois différé d'avis avec nos amis de Washington à propos de questions d'Extrême-Orient. Sans vouloir trop m'arrêter à ces divergences, je tiens à prévenir le pays contre toute exagération de leur importance, car elles n'ont nullement affaibli la bonne entente qui est à la base de nos relations, lesquelles se fondent sur la concordance d'intérêts permanents et sur la reconnaissance des mêmes valeurs et des mêmes droits, y compris celui de différer d'avis entre amis et l'obligation, toujours entre amis, de régler pacifiquement tout différend.

En dépit de quelques divergences de vues, l'entente la plus complète règne entre les gouvernements du Canada et des États-Unis au sujet de quatre points fondamentaux: tous deux reconnaissent que la paix est menacée; qu'ils doivent s'opposer à l'expansion de l'impérialisme soviétique; qu'il faut maintenir le principe de la résistance collective à toute agression et que le principal front à défendre est celui de l'Europe occidentale.

De la représentation de la Chine aux Nations Unies

... J'exposerai maintenant notre ligne de conduite à l'égard de questions précises ayant trait à la Corée et à l'Extrême-Orient.

Le premier problème qui, à vrai dire, a surgi dans ce domaine, après l'ajournement de la Chambre en septembre dernier, concernait la représentation chinoise aux Nations Unies. Ce problème s'est présenté sous une forme concrète à l'assemblée générale du 19 septembre. Ce jour-là, la délégation de l'Inde a présenté un projet de résolution par lequel elle demandait à l'Assemblée de décréter que le gouvernement chinois de Pékin devrait représenter la Chine à l'Assemblée des Nations Unies. On pourrait faire valoir de puissants arguments pour et contre un tel geste.

... Puisque notre abstention lors du vote sur la résolution de l'Inde indiquait que nous n'étions pas opposés à ce que la Chine fût représentée au sein des Nations Unies par le gouvernement « populaire » de Pékin, pourquoi le Canada n'avait-il pas pris des mesures avant cela pour reconnaître ce gouvernement? De fait, les députés le savent, nous avions étudié sérieusement une action en ce sens. Nous avions été impressionnés par l'argument selon lequel la reconnaissance de ce gouvernement par le Canada et d'autres pays, en facilitant la représentation de la Chine au sein des Nations Unies, permettrait peut-être mieux de régler pacifiquement certaines questions intéressant l'Extrême-Orient. Cependant, nous avons été aussi influencés par